

Tanzanie : RSF demande la remise en liberté d'un journaliste d'investigation

Deutsche Welle, 31.07.2019 Reporters sans frontières (RSF) condamne l'arrestation arbitraire d'un journaliste d'investigation et demande aux autorités de le remettre en liberté sans délai. Le chef de la police de Dar es Salaam, capitale économique de la Tanzanie, a confirmé mardi au cours d'une conférence de presse d'interroger le journaliste d'investigation Erick Kabendera au motif qu'il aurait acquis sa nationalité de manière frauduleuse. La veille, six hommes en tenue civile se présentant comme des policiers étaient venus l'arrêter.

Ce reporter, pigiste pour plusieurs médias renommés comme The Guardian ou The East African, est connu pour ses enquêtes sur la gouvernance et la situation économique du pays. Le 20 juillet, il signait un article faisant état des tensions au sein du parti de la majorité au pouvoir et l'existence d'un complot présumé pour empêcher le président John Magufuli de briguer un deuxième mandat. "Une équipe de six personnes et deux jours d'interrogatoire pour une vérification de papier d'identité, ces méthodes relèvent clairement de l'intimidation à l'endroit d'un journaliste au pouvoir", déclare Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. Ce journaliste doit être libéré sans délai. Cette arrestation est le dernier acte d'une dégradation continue de la liberté de la presse depuis l'arrivée au pouvoir du président John Magufuli en 2015. La famille et les avocats du journaliste ont finalement obtenu l'autorisation de le voir ce mercredi a appris RSF. Une requête pour demander sa remise en liberté sous caution a été déposée. L'audience prévue jeudi matin. Arrestations de journalistes, suspensions de médias, renforcement de l'arsenal législatif visant à restreindre les libertés d'expression et d'information, impunité, la situation de la liberté de la presse s'est détériorée de manière significative ces dernières années en Tanzanie. Au début du mois, le ministre des Affaires étrangères avait déclaré que le journaliste Azory Gwanda, porté disparu depuis plus d'un an et demi, était mort avant de revenir en propos. Deux défenseurs de la liberté de la presse qui enquêtaient sur sa disparition avaient été expulsés en fin de dernière. Plus récemment, en février, le grand quotidien indépendant The Citizen avait été suspendu sept jours une prétendue erreur de conversion monétaire. La Tanzanie (118e sur 180 pays) a perdu 47 places au Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF depuis 2016. Aucun autre pays au monde n'a connu une telle chute sur la même période.